

LES NOUVELLES 31

Journal de la Fédération de Haute-Garonne du Parti Communiste Français



La faillite de Macron, la preuve par Danone

Sommaire

Éditorial	p 1
International	p 2
Vie du Parti	p 3 à 7
Culture	p 8

Emmanuel Macron l'avait promis: notre indépendance industrielle et la relocalisation des activités stratégiques allaient devenir une priorité. Il n'en est rien, le marché continue de dicter sa loi, l'affaire Danone est emblématique.

L'archétype marketing du capitaliste humaniste, le PDG, E Faber, a été débarqué par le conseil d'administration de Danone. Le démantèlement du groupe est annoncé ainsi que le transfert du siège social hors de France. Le plan de 2000 suppressions d'emplois est confirmé.

Les médias aux ordres et les économistes des plateaux télé jouent une fausse opposition entre "fonds activistes" et "actionariat responsable".

Côté pile Danone a inscrit dans ses statuts: "vouloir apporter la santé par l'alimentation, au plus grand nombre".

Depuis la loi "PACTE" de 2019, Danone est la seule entreprise, à "mission" du CAC 40. La loi prévoit que l'entreprise doit s'engager sur des aspects sociaux, sociétaux et écologiques. En un mot une entreprise modèle d'un capitalisme français exemplaire.

Côté face, Danone a versé 1,4 milliard € de dividende (+8 %) en 2020, en plein covid. Sa marge opérationnelle, en 2020 est de 14 %, cela veut dire 14 € de profit pour 100 € de chiffre d'affaires (17,7 pour Nestlé). Sur les 7 dernières années le rendement de l'action Danone a été de 30 %, 70 % pour Unilever et 80 % pour Nestlé. Pendant ce temps les salariés ont dû se contenter d'augmentations de salaire à hauteur de l'indice des prix de l'INSEE.

Que font les Bruno Lemaire, François Bayrou (monsieur planification), ou Murielle Penicaud ancienne DRH du groupe et un temps ministre du travail, alors qu'un fleuron de notre industrie est dépecé par des actionnaires voraces ?

Le seul à trouver les mots justes, à évoquer le sort des salariés a été Fabien Roussel sur France 5.

Il y a urgence à faire entendre la voix de ceux qui luttent, à affronter le capital, à mettre en débat les créations d'emplois nécessaires à notre souveraineté. C'est la feuille de route de Fabien Roussel dans sa proposition de candidature à l'élection présidentielle.



On y va

**Dimanche 28 mars
à 10h à Toulouse
Enclenchons la révolution
écologique !**

- Relocalisons nos productions pour réduire les besoins de transport longue distance des marchandises
- Développons un service public ferroviaire, fret et passager
- Gratuité des transports en commun
- Investissons 10 milliards d'euros/an pour rénover les bâtiments
- Arrêt du projet HERCULE visant à privatiser la production d'énergie
- Rejet des accords de libre-échange type CETA et MERCOSUR et adoption d'une loi favorisant les circuits-courts
- Création d'un pôle public de l'énergie



Le 28 mars,
**MARCHONS POUR
LA VRAIE LOI CLIMAT!**

Luc Ripoll

Membre de l'Exécutif fédéral,
en charge du secteur
Entreprises



Le 27 mars : marche mondiale contre le blocus à Cuba



Les mouvements de solidarité et d'amitié avec Cuba organisent une marche mondiale contre le blocus économique, commercial et financier qu'imposent les Etats-Unis à l'île majeure des caraïbes depuis 1962 le samedi 27 mars.

Des manifestations seront organisées sur tout le territoire.

Le Comité toulousain France Cuba s'associe à cette initiative et a donné rendez-vous à Toulouse pour manifester son soutien au peuple cubain et exiger le respect du droit international.

Les Etats-Unis d'Amérique n'ont jamais accepté que le peuple cubain soit libre de

choisir son destin. Dès le début des années soixante, ils ont organisé son asphyxie économique et sa déstabilisation sociale et politique, notamment en imposant un système unilatéral de sanctions qui ne permet à Cuba ni d'importer ni d'exporter librement, qui lui interdit le financement de projets de développement par les institutions financières internationales, qui sanctionne les banques souhaitant commercer avec l'île... Le président Trump a renforcé progressivement les sanctions durant son mandat et a même réussi à inscrire Cuba sur la liste des états soutenant le terrorisme 10 jours avant la cessation de ses fonctions !

Ce blocus, vestige de la Guerre Froide, impacte le quotidien de la population cubaine et concerne tous les secteurs de la société : économie, recherche, technologie, santé, éducation, culture, sport, transport, environnement, agriculture, agroalimentaire, bâtiment, industrie pétrolière...

Malgré cet acharnement et la crise sanitaire mondiale liée à l'épidémie de Covid-19, Cuba tient bon : c'est le pays du continent américain à avoir le mieux

contrôlé l'épidémie. Cuba reste également à la pointe de la solidarité internationale avec l'envoi de brigades médicales d'urgence au Mexique, à Haïti, en Afrique du Sud, au Niger... 39 pays ont fait appel aux médecins cubains au plus fort de la pandémie, un record pour Cuba qui n'avait jamais envoyé autant de professionnels de santé dans le monde en même temps, y compris en Europe.

Cuba aide le monde ! Aidons Cuba ! Soyons nombreuses et nombreux :

le samedi 27 mars à 14h

au Métro Jean Jaurès à Toulouse pour résister aux côtés du peuple cubain et exiger la fin du blocus !

Pour participer à ce rassemblement et afin de préserver la santé de toutes et tous, pensez à respecter les gestes barrières et porter un masque.

Suivez-nous sur notre page Facebook : <https://www.facebook.com/francecuba31>

Le Bureau du Comité Toulousain France-Cuba

Rencontre Fabien Roussel et André Chassaigne avec l'ambassadeur de Cuba en France le 17 mars dernier

Les échanges ont porté sur l'évolution de la situation sanitaire à Cuba et les progrès réalisés avec les cinq candidats vaccinés cubains contre la Covid19, en particulier les deux candidats actuellement en phase III d'essais cliniques.

Il a également été abordé le développement de l'ordre monétaire à Cuba et la préparation du 8e Congrès du Parti communiste cubain qui aura lieu du 16 au 19 avril prochain.

Fabien Roussel a réitéré le soutien des communistes français au peuple cubain dans sa lutte pour la levée définitive du blocus économique, commercial et financier des États-Unis.

Les députés français ont reconnu le rôle de Cuba en matière de coopération internationale dans la lutte contre la Covid19.

Cet entretien a rappelé et confirmé l'excellent état des liens entre les partis communistes français et cubains.



Librairie de la Renaissance

la renaissance
librairie

1, allée Marc St-Saëns
BP 73657
31036 Toulouse
Cedex 01
Métro Basso-Cambo

Tél. 05 61 44 1632 - Fax 05 62 14 1007
librairie.renaissance@wanadoo.fr

Public Imprim
l'engagement | quotidien

CNI | M. JOURNALS | M. JOURNALS

Préparez vos élections régionales et départementales, matériels officiels et contenus de campagne



1, allée Marc Saint-Saëns
BP 73657
31036 Toulouse cedex 1
www.public-imprim.fr

Contactez votre imprimeur au 05 61 44 11 12 ou 06 45 77 00 95 toulouse@public-imprim.fr



Le 11 mars était le jour anniversaire de la déclaration de pandémie par l'OMS il y a un an.

Au regard de l'aggravation de l'épidémie dans de nombreux territoires, la bataille pour faire du vaccin un bien public mondial est d'une brûlante actualité et notre parti est particulièrement identifié dans ce combat.

La veille, le 10 mars, nos gouvernements et la Commission européenne étaient appelés à se prononcer sur une proposition visant à lever temporairement les monopoles pharmaceutiques sur les vaccins, les traitements et les technologies contre la COVID-19 devant l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Le sujet est donc bien d'actualité.

Dans la foulée du comité exécutif national un appel public était lancé pour une nouvelle journée de mobilisation le 11 mars au cours de laquelle les communistes de Haute Garonne étaient invités à se rassembler le 11 mars devant le siège l'Agence Régionale de Santé à Toulouse.

Une délégation d'élus communiste a demandé à être reçue par la direction de l'ARS dans la matinée.

Fiasco sur toute la ligne! Et le système capitaliste se porte à merveille... ou presque!

Depuis octobre 2020 nous vivons une 2^e vague épidémique... avant la 3^e qui risque d'être plus terrible encore... Des secteurs entiers sont à l'agonie dont la culture, la restauration et des milliers de salariés.e.s en situation de précarité et de pauvreté galopante, la jeunesse est sacrifiée, la situation dans les hôpitaux ne s'est pas améliorée, dans nombre d'établissements elle est pire qu'en mars/avril dernier! Les conclusions du Ségur de la santé ont laissé un goût d'amertume et de décourage-

Agissons ensemble

Pour l'hôpital public, les Ehpad, l'emploi, la formation dans la santé

ment qui a entraîné des vagues de départs mais aussi un excès de fatigue intensifiant de nombreux arrêts de travail.

Les restructurations redémarrent et les directions prennent appui sur la pénurie de médecins, de personnels soignants fermer des services, d'urgence notamment. La promesse de la « reprise » d'un tiers de la dette hospitalière chiffrée à 13 milliards va servir d'accélérateur à la restructuration hospitalière: nouveaux regroupements autoritaires tournant le dos à la prise en charge de proximité des besoins de santé, sous couvert de « contractualisation avec les ARS »...

Face à l'urgence sanitaire et sociale, d'autres choix sont impérieux et possibles !

Les conséquences économiques et sociales des choix du gouvernement sont gravissimes.

Les inégalités grandissent, la désindustrialisation progresse et la pauvreté atteint un niveau inédit depuis la seconde guerre mondiale. Les grands groupes prennent prétexte de la crise pour multiplier les plans de licenciements. Le CAC 40 s'envole pendant que nos dirigeants vont jusqu'à refuser un coup de pouce au smic, nous infantilisent pour, au total, humilier notre nation en l'emmenant vers un nouveau fiasco sanitaire, après ceux des masques et des tests. Il n'y a aucune fatalité à cette situation. Elle est le résultat de choix politiques.

Ces choix nous pouvons les contester et en imposer d'autres !

Rien sans un déploiement sans précédent de la démocratie.

Alors même que le gouvernement fait la démonstration de l'incurie des services d'État, fragilisés, démantelés, dénigrés, et que la droite se paie le culot d'en « rajouter », le PCF, ses organisations et militant.e.s, sont sur le terrain, dans les

quartiers, les entreprises pour informer, débattre organiser: ce sont là les bases tangibles d'une démocratie en mouvement a contrario d'une volonté de voir une population confinée dans ses peurs, ses interrogations et ainsi rendue paralysée, individualisée...

Avec les élu.e.s communistes, les syndicats et les associations nous avons un peuple debout, responsable de son destin.

Un an de pandémie !

Les communistes étaient rassemblés le 17 mars devant la Préfecture de Toulouse pour rappeler que le 17 mars 2020, la France se confinait pour faire face à l'épidémie de Covid.

Un an plus tard, le virus est toujours là et continue à faire de nombreuses victimes.

L'échec de la politique sanitaire et les conséquences économiques et sociales des choix du gouvernement sont graves. Si l'espoir que la situation s'améliore avec les vaccins, la campagne de vaccination de par sa lenteur est inacceptable après le fiasco des masques et des tests. Au-delà de la gestion gouvernementale, le problème qui se pose est la capacité de production des vaccins par les laboratoires pharmaceutiques faisant passer la propriété des brevets et les profits avant l'accessibilité universelle à la santé. Les communistes ont marqué leur opposition aux logiques capitalistes et autoritaires dans lesquelles est enfermé le gouvernement d'Emmanuel Macron, incapable de répondre aux besoins de nos concitoyens.

Ils ont une nouvelle fois exiger des moyens pour la santé et l'hôpital, pour l'emploi et les services publics et pour un accès libre et gratuit aux vaccins de tous les peuples dans le cadre de l'initiative citoyenne européenne intitulée

« Pas de profit sur la pandémie ».



Reconstruire l'espoir

Le Conseil national du 13 mars a validé le texte qui va servir de base à la discussion des communistes à propos des échéances électorales de 2022, jusqu'à la conférence nationale des 10 et 11 avril.

Un document dense, communiqué par mail à tous les adhérents.

La commission du texte a eu le souci de tenir compte des contributions individuelles et collectives déposées sur le site dédié à la préparation de la conférence nationale afin de permettre d'engager un large débat collectif essentiel pour notre parti à partir de la richesse des expériences de chacun.

Le texte s'ouvre sur l'ambition communiste pour la France, l'originalité de la démarche du PCF, puis il insiste sur le caractère contradictoire de la situation politique, où « rien n'est joué », marquée à la fois par de « très grands dangers et des forces disponibles à l'action »

Éliane Assassi et Christian Picquet étaient les animateurs de cette commission du texte. Nous reprenons ici, résumé, l'essentiel de leur rapport au conseil national :

L'affaiblissement et la débâcle de la gauche, et le présidentielisme amènent certains à des tentations de candidatures, témoignant de la faiblesse des choix portés par une partie de la gauche à s'adresser à une très large partie de l'électorat populaire plus enclin à l'abstention.

Nous ne pouvons nous résoudre à cette débâcle. Nous voulons au contraire créer les conditions d'une nouvelle majorité politique, et cela doit inspirer nos décisions, loin de toute rétraction sur la seule identité communiste.

Nous devons donc mener un débat sur les objectifs à porter pour retrouver le chemin du monde du travail et de la création, afin d'unir toutes les forces prêtes à répondre

aux exigences populaires, de favoriser le surgissement d'un puissant mouvement de contestation du système.

La visée stratégique décidée par notre 38^e Congrès, celle d'une union populaire agissante, d'un Front populaire du XXI^e siècle, est plus que jamais d'actualité.

Et s'il n'existe pas, à ce stade, un socle d'idées suffisamment partagées entre forces de gauche et écologistes pour répondre aux exigences de la situation, il nous incombe de faire progresser le débat sur les solutions, de faire gagner en influence les propositions que nous mettons en avant, de travailler à réunir les conditions d'une alternative politique.

C'est à partir de cette visée stratégique que se pose la question de la candidature communiste, dont nous avons reçu mandat, du 38^e Congrès, de réunir les conditions.

Cette question, débattue dans le Parti, sera soumise aux communistes en vue de la conférence nationale d'avril.

le mouvement populaire, et œuvrera à reconstruire une gauche à la hauteur de ce dont a besoin le pays.

Notre parti peut faire bouger les lignes du débat politique, en portant un projet ambitieux et les propositions qui en découlent, en appelant à l'intervention populaire qui est indispensable pour changer les rapports de force, en sachant s'adresser au monde du travail et à la jeunesse sans lesquels une majorité politique n'est pas envisageable.

Le parti peut travailler à construire les conditions d'une nouvelle majorité politique par une ambitieuse politique de changement radical

Pour cela nous devons mener le débat avec celles et ceux qui sont en colère, ou qui attendent des réponses à la hauteur de leurs aspirations.

La candidature communiste est, par conséquent, une candidature ouverte à la co-construction avec toutes les forces qui s'y montreront disponibles. C'est l'objet de l'appel que nous proposons de lancer à celles-ci, une fois que les communistes auront décidé de leur choix.

C'est en renforçant le Parti communiste français, en faisant avancer des contenus de rupture avec les politiques néolibérales et capitalistes, en redonnant confiance à des hommes et des femmes qui se désespéraient jusqu'alors de la politique, que nous voulons renforcer la gauche tout entière.

Cela implique qu'à partir de l'élection présidentielle, nous défendions une offre politique en vue d'aboutir à une nouvelle majorité politique.

En réponse à l'appel à candidature, 3 candidatures ont été déposées : celles d'Emmanuel Dang Tran, de Grégoire Munck et de Fabien Roussel.

Après la validation du texte par le conseil national, le débat va se poursuivre et s'enrichir jusqu'à la conférence nationale des 10 et 11 avril. »



Le choix retenu par le texte est bien celui d'une candidature communiste proposée à notre peuple, parce que 2022 ne peut se réduire au duo Macron-Le Pen ni à des tractations de sommet qui se révéleraient inévitablement incapables de satisfaire les attentes populaires.

Le Parti communiste a un rôle décisif à jouer, dans les circonstances présentes, pour aboutir à une alternative de gauche qui transformera la France, s'appuiera sur

Une vraie mutuelle santé solidaire

Scannez-moi avec le lecteur de codes 2D de votre téléphone

www.mutami.fr

Mutuelle Santé

- 70 bd. Matabiau (métro Canal du Midi) - BP 7051 - 31069 Toulouse Cedex 7 - ☎ 05 62 73 33 40
- 56-58 rue Matabiau (métro Jeanne d'Arc) 31000 Toulouse ☎ 05 34 66 60 40
- 10 passage du Ségala - 31770 Colomiers - ☎ 05 34 55 30 45

Centre Optique

- 70 bd. Matabiau (métro Canal du Midi) - BP 7051 - 31069 Toulouse Cedex 7 - ☎ 05 62 73 33 40
- 1 rue Lavigne - 31700 Blagnac - ☎ 05 34 60 63 25

Conférence nationale, nous contribuons...



Comme nous vous l'annoncions dans notre numéro précédent, nous poursuivons la parution de contributions déposées par des camarades de la fédération.

Contribution de **Luc Ripoll**

Pour une candidature communiste à la présidentielle

Il faut une candidature communiste : par respect des décisions des deux derniers congrès, pour participer à la campagne politique la plus importante dans le système antidémocratique français, pour mobiliser les millions de Français qui ne croient plus en la politique et ceux qui constatent que la FI et J L Mélenchon ont dilapidé l'espoir et choisi de diviser en poursuivant leur dérive populiste, pour reconstruire la gauche dans la clarté.

Le candidat communiste sera le seul à militer pour une politique industrielle ambitieuse, pour une production d'énergie décarbonée donc nécessitant le nucléaire, pour des politiques nationales de transport, de production d'énergie, de santé, d'éducation... en opposition à la régionalisation. Il sera le seul à affronter le capital avec des propositions révolutionnaires de nationalisations, de droit de gestion pour les salariés...

En 2017 j'étais candidat du PCF aux législatives, dans une circonscription toulousaine, malgré une campagne militante intense, nous avons été incapables d'être identifiés. La discussion type démarrait par "Ah oui, les communistes, Mélenchon". Sans campagne communiste à la présidentielle, les candidats aux législatives sont dans de grandes difficultés.

Pour preuve de l'engagement de tout le parti, la candidature de son premier responsable, Fabien Roussel est nécessaire.

Contribution de **Françoise Savioz**

Annihiler le piège

On parle quelquefois du « piège de l'élection présidentielle », mais sans jamais réussir à sortir de l'électoratisme ambiant.

Ce que piège cette élection, ce sont les citoyens et la démocratie; chaque fois qu'elle a lieu, le piège se referme plus fort.

Son objet est le renforcement du pouvoir présidentiel, régime qui, après la dictature formelle, est le plus rapidement efficace pour répondre au service du grand patron.

Le piège de la Présidentielle a été greffé sur celui - inscrit dans la Constitution de 1958 - des Législatives (avec leur mode de scrutin qui neutralise presque toujours au moins une bonne moitié des opinions d'abord exprimées).

Le déni démocratique fut encore aggravé avec le rapprochement des occasions de resserrer le collet: le quinquennat fut approuvé lors du référendum du 24 septembre 2000 par 7,4 millions de voix sur 39 millions d'inscrits, même pas 1 sur 5, avec, pour parfaire la mécanique, le vote par la seule Assemblée (308 voix contre 251) de l'inversion du calendrier (24 avril 2001).

Puisqu'on en est à évoquer l'Histoire, il est peut-être utile de remonter à 1962 et aux conditions rocambolesques de la mise sur pied dudit piège.

Le Congrès s'opposant à sa proposition de modification constitutionnelle, De Gaulle a décidé d'un référendum, sans passer par le vote du Parlement. Alors: l'A.G. du Conseil d'État a déclaré le projet anticonstitutionnel (1^{er} octobre), le Président du Sénat a parlé de « forfaiture » (29 septembre), l'ensemble des partis de l'Assemblée - sauf le gaulliste, a censuré le gouvernement (5 octobre). Face à quoi De Gaulle décide de dissoudre l'Assemblée; et, finalement, bien que « l'hostilité absolue » de sa majorité au référendum était connue (dès le 2 octobre), le Conseil

Constitutionnel, arguant du climat de « peur généralisée », s'est dit incompetent, ce qui revenait à légitimer l'arnaque.

Pas de temps pour la campagne électorale, exactions de l'OAS, (dont un attentat contre De Gaulle le 22 août); chantage du « moi ou le chaos » (De Gaulle démissionnant en cas de victoire du « non »); une certaine ambiance plébiscitaire gaulliste résultant du « oui » à 90,81 % à la demande d'approbation des accords d'Évian (8 avril); le « oui » au référendum l'emporte le 28 octobre, avec 62 % des votants (47 % des inscrits).

La Cinquième, c'est six décennies de maltraitance et d'irrespect des opinions citoyennes, sur fond de bons offices auprès du Capital, versus mal vie, précarité et misère populaires; d'où s'explique l'abstention grandissante à tous les scrutins.

Aujourd'hui le détournement du suffrage universel à quoi se résume la Présidentielle ressemble à un rite auquel il faut tout de go soumettre le pays, mais c'est l'intérêt de qui?

Allons-nous nous fondre à nouveau dans l'électoratisme boutique de « l'offre politique », alors que la campagne « tambour battant » de 1969 a si bien rappelé le besoin de notre différence pour la santé et l'ampleur du débat citoyen?

N'est-il pas temps de reprendre le fil de notre NON de 1958 à l'institution du pouvoir personnel? En mettant forces et moyens dans un débat national sur la nécessité de définir une nouvelle Constitution pour la démocratie en politique et en économie, une République sociale? N'y a-t-il pas lieu aujourd'hui, d'appeler à remplacer les prochaines Présidentielle & Législatives par l'élection de députés constituants?

Si nous n'emportons pas une large adhésion à cette démarche, alors, avec notre candidat - bien sûr - à la Présidentielle maintenue, nous pourrions toujours poursuivre sur cette même ligne dans toute la campagne officielle, en consolidant les avancées: **il ne s'agit pas d'abandonner une phase du combat, mais plutôt de devoir en changer fondamentalement l'optique.**

Les nouvelles 31

Bimensuel départemental du Parti Communiste Français

1, allée Marc Saint-Saëns - 31100 Toulouse - Tél.: 05 61 31 61 31

E-mail: Nouvelles31@gmail.com

Directeur de Publication/Rédacteur en chef: Françoise Bernard Cordoni.

Comité de rédaction: Pierre Lacaze, Fred Mouchanet, Christian Picquet,

Dominique Satge, Jean-Marc Bares, Corinne Marquerie. Photo: D.R.

CPPAP n° 0925 1 871 31 - Dépôt légal, à parution

Imprimerie: Public Imprim Midi-Pyrénées Impression,

1, allée Marc Saint-Saëns

31100 Toulouse. Tél.: 05 61 44 11 12 - 966 500 084 R.C.S. Toulouse.

Service publicité: AMC - BP 73657-31036 Toulouse - Tél.: 05 61 44 54 12

Le dossier Fibre Excellence secoue le Comminges en ce moment

La Dépêche, La Gazette du Comminges, Le Monde du 11/03

Le groupe d'opposition Gauche et Ecologie de Saint Gaudens (sans étiquettes, PCF et PS) a découvert fin janvier qu'une enquête publique était lancée sur le site de la ville du 20/01 au 25/02 à propos d'un projet de développement industriel porté par Fibre Excellence, producteur local de pâte à papier.

Le projet de l'industriel annonce clairement deux objectifs :

1) diminuer les émissions de dioxyde de soufre (SO₂)

2) augmenter sa production d'électricité consacrée à la vente.

Jusqu'ici on ne peut pas s'émouvoir :

1) il y a un progrès du point de vue environnemental

2) si on passe sur le fait que la production d'électricité par des particuliers porte concurrence à EDF et que ce sont nos impôts qui financent les rachats des prix très avantageux, on peut comprendre que l'industriel veuille faire du cash.

Mais à la lecture des documents produits dans l'enquête publique, on se rend compte que le troisième objectif de l'industriel est d'augmenter de 10% sa production, ce qui le conduira au maximum

des capacités de son outil de production et à la limite autorisée par arrêté préfectoral. Le risque industriel en ce cas n'est pas mesuré. Il faut noter qu'à ce sujet l'industriel vient d'être mis en demeure par Arrêté préfectoral du 01/03/2021 de réaliser les travaux requis par le PPRT en 2015.

Par ailleurs le taux d'émission d'hydrogène sulfuré (H₂S) n'est pas modifié. C'est pourtant ce gaz qui est le plus malodorant et le plus toxique et dont les émissions sur le site Saint-Gaudinois dépassent régulièrement les limites autorisées. Cela est relevé par l'ATMO (autorité régionale de la qualité de l'air) d'après laquelle les impacts de ces dépassements peuvent avoir des effets négatifs sur la santé de 900 à 1100 personnes vivant dans les environs.

Enfin, la MRAE (mission d'autorité environnementale) l'ayant interrogé, l'industriel reconnaît dans les documents de l'enquête publique une augmentation considérable des émissions de gaz à effet de serre : + 10% d'un site classé déjà dans les plus gros pollueurs d'Occitanie. Soit 86 000 t équivalent CO₂. Cela correspond à l'effort que feraient 30 000 foyers pour réduire de 10% leurs émissions de gaz à effet de serre. L'évolution du site industriel va donc

contresens de l'ambition du plan climat air énergie du Pays Comminges Pyrénées.

L'arrêté préfectoral portant obligation aux communes du plan particulier d'intervention (PPI) de délibérer pour avis, nous avons demandé que la question soit portée à l'ordre du jour du Conseil Municipal du 08/02.

Le Maire Jean-Yves Duclos (et conseiller départemental) a proposé sans discussion un avis favorable.

A partir de notre intervention en Conseil Municipal, la presse locale a fait son travail d'information.

Antoine Maurice alléché, est venu nous soutenir.

Les maires alentours ont pris des positions discordantes. Certain-e-s élu-e-s du PS se sont positionné-e-s comme favorables au projet au prétexte que Fibre Excellence est un gros employeur local, alors que l'industriel lui-même stipule dans son étude d'impact que le projet est neutre en emplois. Le Groupe Gauche et Ecologie a rencontré le président du PETR (EELV), le député (PS), la sous-préfète, très attentive aux remarques sur le risque industriel et aux propositions que nous avons faites.

Carole Delga nous a également accordé un RV particulier et Georges Méric a envoyé un courrier d'alerte au préfet de Haute Garonne.

Fibre Excellence nous a proposé un rendez-vous. A l'heure actuelle, il reste à éclaircir les véritables termes du projet industriel dans son ensemble, compte tenu de projets annexes qui ne sont pas encore connus du public.

Ensuite il semble raisonnable de demander que les différentes pistes de développement de l'activité de Fibre Excellence à Saint Gaudens soient étudiées afin d'obtenir une véritable amélioration de la qualité de l'air pour la santé de la population et s'assurer que les émissions de gaz à effet de serre n'augmentent pas ou soient compensées par une cogénération (valorisation de la chaleur produite par la production d'électricité).

Nous ne doutons pas que les différents acteurs seront capables d'envisager ensemble ces différentes pistes.

Corinne Marquerie

secrétaire de section Comminges,
élue d'opposition à Saint-Gaudens

On peut trouver les publications de la presse sur notre page Facebook :

@Gauche Ecologie St Go

Extrait du rapport Fibre Excellence

Les polluants répartis par émissaires du site et qui sont susceptibles d'être modifiés par le projet sont présentées dans le tableau ci-dessous

Polluant	Origine	Émissions (kg/an)	Émissions projetées (kg/an)
Dioxyde de carbone (CO ₂)	Chaudière LN3, chaudière K1, fours à chaux, incinérateur gaz malodorants	880459141	967221646 (+8%)
Dioxyde de soufre (SO ₂)	Chaudière LN3, chaudière K1, fours à chaux, incinérateur gaz malodorants, scrubbers chimiques G10 et G12	686785	208736 (-69%)
Hydrogène sulfuré (H ₂ S)	Chaudière LN3, chaudière K1, fours à chaux, incinérateur gaz malodorants, sources d'émissions diffuses	7148,1	7148,1
Oxydes d'azote (NOx)	Chaudière LN3, chaudière K1, fours à chaux, incinérateur gaz malodorants	788104	816262 (+3%)
Poussières (PM _{2,5})	Chaudière LN3, chaudière K1, fours à chaux, incinérateur gaz malodorants	108255	108255
Monoxyde de carbone (CO)	Chaudière LN3, chaudière K1, fours à chaux, incinérateur gaz malodorants	1112445	1210072 (+8%)

Synthèse des principales émissions atmosphériques (Technip FMC)

Nos mobilisations

Mardi 16 Mars La jeunesse, refuse d'être une génération sacrifiée

Bientôt un an après le début de la crise sanitaire, les jeunes et les étudiants sont parmi les plus impactés. Ils n'ont toujours aucun filet de sécurité, aucune protection sociale à la hauteur. Les étudiants sont victimes d'une protection sociale défailante qui ne leur permet pas d'être protégés au quotidien.

Le rassemblement du 16 mars à Toulouse, organisé par les Jeunes Communistes contre la précarité des jeunes et la détresse des étudiants, aura permis d'échanger avec la jeunesse mais aussi de faire entendre leur voix, notamment auprès de la presse locale.



Vendredi 19 Mars Pierre Lacaze,

élu communiste de Toulouse était aux côtés des centaines de fonctionnaires de la mairie de Toulouse qui manifestaient pour leurs droits et le maintien de leurs jours de congés. Il est intervenu pour qu'ils soient reçus et entendus parce que ces agents sont parmi les héros face au COVID et voilà comment la droite les remercie.
Scandaleux !



COMMUNIQUE DE PRESSE

Toulouse, 19 mars 2021

CONSEIL MUNICIPAL DE TOULOUSE :

un budget flou, sans priorité et hors contexte minimisant la perte d'épargne nette.

Jean-Luc Moudenc reste dans la communication sans prise avec le réel. Comme lors du précédent mandat, il promet de ne pas augmenter les impôts et a du mal à être cru à la vue du budget 2021. Pour celui-ci il prévoit en effet que la ville se retrouve avec 15 millions d'épargne nette, dont 4 millions trouvés par miracle dans une hypothétique augmentation de 25% des droits de mutation sans que rien ne puisse l'indiquer. Et comme le mandat 2014-2020, Jean-Luc Moudenc va poursuivre la réduction des effectifs de la ville dans l'éducation, la petite enfance et la totalité des services... sauf celui de la police municipale.

Cette politique conduira, pour le disciple de Macron, à de futures privatisations ou déléguation de services publics : notamment dans les crèches poussées à des choix de gestion de rentabilité qui inquiètent parents et salariés.

Alors que des centaines de salariés de la ville manifestaient contre la suppression de 10 jours de congés au nom de la loi mais avec certains services exonérés, la droite toulousaine assume malgré la crise la volonté de réduire les emplois, les dépenses sociales et les subventions. Droit dans ses bottes avec une troisième ligne de métro promise maintenant pour 2028 et qui absorbe les budgets de la Métropole et de Tisseo, Jean-Luc Moudenc ne tient pas compte de la crise économique et sociale. La subvention du CCAS augmente de seulement 1% soit moins que l'inflation prévue par la BCE à 2%. C'est scandaleux.

Pierre Lacaze,
élu communiste toulousain.



Parti communiste français

Centenaire du PCF

Le film de l'exposition « 100 ans d'histoire de France et du PCF sur les murs » est en ligne



Dans cette année 2021 marquée par le centenaire de la naissance du PCF, nous vous proposons de découvrir cette balade filmée dans l'exposition « 100 ans d'histoire de France et du PCF sur les murs » qui n'a pu être ouverte au public en raison de la crise sanitaire.

Ce film est réalisé par Nicolas Bertrand (Les Nouveaux Messagers) sur une idée de Louise Gaxie, écrit par Guillaume Roubaud-Quashie et Corentin Lahu.

Avec par ordre d'apparition : Louise Gaxie, Alain Obadia, Guillaume Rou-

baud-Quashie, Corentin Lahu, Fabien Roussel et C215. Produit par la Fondation Gabriel-Péri.

Bonne visite sur le site :

[100 ans d'histoire de France et du PCF sur les murs \(Le film de l'expo\) - YouTube](#)

Le catalogue de l'exposition « 100 ans d'histoire de France et du PCF sur les murs. Les communistes s'affichent » Guillaume Roubaud-Quashie et Corentin Lahu, également disponible.

Éditions Helvétius- 192 pages
ISBN 979-10-93736-24-2

Les 100 ans de la Commune de Paris



Il y a 150 ans, le 18 mars 1871, éclatait la Commune de Paris, une insurrection populaire qui allait donner naissance à « La Commune », une république sociale et égalitaire.

Ce jour-là, les Parisiens et beaucoup de Parisiennes s'emparaient des canons de la butte Montmartre que l'armée aux ordres

de THIERS voulaient enlever au peuple de Paris, laissant la ville sans défense face aux Prussiens.

La garde nationale fraternisa avec la foule en refusant d'obéir aux ordres de leurs généraux. Puis progressivement le peuple de Paris se rendait maître de l'ensemble de la ville et le 28 mars à l'Hôtel de ville était proclamée la Commune de Paris.

D'autres Communes seront proclamées, Marseille, Lyon, St Etienne, Toulouse, Le Creusot, Limoges, ... Et même à Alger.

Cette « première grande bataille rangée du travail contre le capital » selon Jaurès inspirera la Révolution d'octobre 1917, et en 1918 la révolution Spartakiste de Berlin, Munich, ... et Strasbourg dans l'Alsace alors allemande.

Le peuple de Paris « monté à l'assaut du ciel » devait en quelques semaines mettre en œuvre un programme démocratique et sociale (école, égalité hommes/femmes, justice, démocratie universelle et directe, appropriation collective des moyens de production, ...) d'une audace telle que la IIIème République en plus de six décennies d'existence n'égalera jamais.

L'insurrection parisienne provoquera une onde de choc politique et sociale qui va traverser l'histoire à l'échelle mondiale que nous continuons de célébrer, une page glorieuse de l'histoire de la classe ouvrière.

L'intérêt autour de cette période nous dit peut-être quelque chose sur le questionnement qu'on peut avoir aujourd'hui sur ce qui se passe politiquement et sur ce que doit être notre république et notre démocratie

Soutenez

LES NOUVELLES 31

Journal de la Fédération de Haute-Garonne du Parti Communiste Français - Prix 1,30 €

Abonnement

Vous recevez les Nouvelles 31 deux fois par mois : une fois par voie postale, une fois en version électronique. Notre journal est financé par les lecteurs au travers de leur abonnement. Nous avons besoin de vous pour obtenir les moyens de trésorerie qui sont indispensables à sa pérennité.

Merci de vous abonner ou de renouveler votre abonnement dès maintenant pour l'année 2021

Nom : Prénom :

Adresse :

Tél. : Email :

Ci-joint chèque à l'ordre des « Nouvelles 31 » :

Abonnement normal (version papier et version électronique) : 25 €

A retourner à: Nouvelles 31 - 1, allée Marc Saint-Saëns - BP 73657 - 31036 Toulouse Cedex 1